

Attentes

Dans une actualité africaine riche depuis fin octobre, on trouve plus de confirmations que de nouveautés : des processus de négociation (Congo-K, Soudan) qui durent tellement qu'ils s'enlisent, qui durent trop pour des populations à bout de souffle (on voit leur état en Angola) ; des "acteurs" égaux à eux-mêmes, à leur capacité de nuisance dans leur pays (Sassou, Déby, Guelleh, Eyadema, etc. etc.), voire au-delà de leurs frontières, tels Kadhafi et son allié Compaoré ; la Françafrique qui se réajuste ; le sida qu'on ne soigne pas ; les bruits d'une guerre proche pour davantage de pétrole, dont la consommation transforme la planète en serre...

Peu de victoires ou de grands soulagements, donc. En Côte d'Ivoire, le seul point positif est que l'implosion menaçante a été reculée par des discussions au résultat très incertain : on en aura beaucoup dit, et illustré le "sérieux" de la solidarité régionale et internationale, en rappelant qu'elles sont hébergées et supervisées par le tyran togolais Eyadema – alors qu'il est question de s'entendre sur la démocratie et la citoyenneté ! Le "SOS Ivoiriens" reste donc allumé en rouge : quels hommes ou femmes politiques, quelles forces civiles trouveront les mots et les actes qui apaisent, empêchant les cyniques et les machiavéliques de donner la mesure de leur talent ravageur ?

Nous gardions pour la fin le Centrafrique. Ce qui s'y passe depuis fin octobre est l'illustration de la non-nouveauté. L'impasse est interminable après tant d'"erreurs" d'aiguillage : une colonisation féroce, une néocolonie caricaturale, Bokassa, le proconsulat barbouzard du colonel Manton, l'exacerbation des clivages ethniques, la déliquescence Patassé. Et toujours le pillage : des diamants, de l'or, du bois... bientôt du pétrole ? L'on évoquera les appétits tchadiens et libyens, après tant d'autres. Mais un énième coup d'État à Bangui, ce n'est plus une nouvelle.

La répétition lasse. Le deuxième recours à la soldatesque du rebelle mobutiste Jean-Pierre Bemba pour rétablir à Bangui un ordre violeur achève de discréditer Patassé. Nous devrions afficher aussi "SOS Centrafricains", car il faudrait qu'au bout de l'impasse ils inventent pour leur pays une manière de faire de la politique qui ne se ramène pas à des conduites d'échec.

Mais ils ne s'en sortiront pas seuls. Les responsabilités internationales, à commencer par celles de la France, sont aveuglantes. Paris ne peut plus se contenter de laisser opérer les réseaux prédateurs, faire faire la police par le gendarme Barril, voire remplacer auprès de Patassé le contingent libyen par une troupe gabonaise. Il faut accepter et encourager une refondation politique.

Même si cela advenait, rien de durable n'est possible si l'Union africaine ne se montre pas rapidement un peu plus "compétente" sur les problèmes du continent. Qu'est-ce qui l'en empêche, si les peuples le lui demandent ?

SALVES

Hypertension

La trêve obtenue en octobre par le président sénégalais Wade entre le gouvernement ivoirien et les rebelles du 19 septembre n'a encore rien résolu. On pourrait même dire que la prolongation des discussions à Lomé permet à ceux qui rêvent d'en découdre (et ils sont influents des deux côtés) de se renforcer. Avant la réouverture des hostilités, lors du passage de relais à haut risque entre l'interposition française et le contingent ouest-africain ?

À Abidjan, le régime galvanise ses nombreux partisans dans la position de la légitimité agressive. L'agression est incontestable, mais la légitimité relative, puisqu'elle s'est bâtie sur une série d'exclusions : celle de deux candidats représentant plus des deux-tiers du corps électoral, au scrutin présidentiel de 2000 ; celle des millions d'Ivoiriens au patronyme non-sudiste, à la citoyenneté présumée douteuse, au bulletin de vote "dangereux".

Une propagande fondée sur la victimisation peut avoir, on le sait, des effets redoutables : il devient possible de mobiliser foules et milices contre l'agresseur, en l'occurrence le nordiste, le musulman, l'étranger... sans garantie du gouvernement. Plusieurs médias s'illustrent dans cette voie, jusqu'à donner les noms des "complices" locaux... Ce qui évoque de sinistres précédents.

Un ou plusieurs "escadrons de la mort", composés d'hommes en uniforme, poursuivent leur besogne. Ils ont arrêté et éliminé plusieurs dizaines de personnes ciblées, dont le frère de l'un des chefs politiques de la rébellion, Louis Dacoury-Tabley – qui a le "tort" d'être un ancien responsable du parti du président Gbagbo, et de la même ethnie : doublement "traître", donc. Mais le climat politique à Abidjan est délétère (il rappelle à un journaliste la fin de règne de Mobutu à Kinshasa), les intrigues sont nombreuses, l'air de la trahison est obsédant, et l'on ne sait pas bien qui commande les tueurs. Ni la stratégie du ou des commanditaire(s).

Face à la vigueur militaire présumée des rebelles, un certain affolement a conduit Gbagbo à recruter plusieurs dizaines de mercenaires, dont 9 Français, commandés par un ancien adjoint de Denard, Dominique Malacrino (alias commandant Marquez). Des Bulgares ont aussi été embauchés pour piloter les hélicoptères de combat. Il est certain qu'il vaudrait mieux épargner aux Ivoiriens le type de guerre mi-milicienne, mi-mercenaire, qui se fourbit à Abidjan.

L'autre camp n'a pas davantage de mérite à faire valoir. Certes, il a une ossature de sous-officiers ivoiriens capables, à l'occasion, d'afficher une certaine discipline. Mais capables aussi d'ordonner des exécutions sommaires. Certes, la rébellion a pu capitaliser aisément l'amertume des exclus de l'"ivoirité", originaires du Nord ou musulmans. Mais elle a enclenché un processus indéfendable, pris des risques immenses. Surtout, elle est adossée à une alliance entre le prurit déstabilisateur du riche Kadhafi, le système mafieux du clan Compaoré, et un réseau françafricain lové dans ce système. Nous appellerons cette alliance « consortium de Ouaga ». On en connaît la nuisance, après les tragédies qu'il a imposées au Liberia et à la Sierra Leone. Le bourreau de ces deux peuples, Charles Taylor, est actionnaire du consortium depuis le meurtre fondateur (celui de Thomas Sankara).

Il est certain que de puissants intérêts français, tels ceux de Bouygues (eau, électricité, grands travaux), préféreraient un autre pouvoir à Abidjan – un Ouattara ou un Bédié plutôt qu'un Gbagbo, qui aurait songé à les évincer. Il est certain que la Françafrique néogaulliste, au pouvoir sans partage à Paris, n'aime guère cet opposant à Houphouët, si ostensiblement soutenu par les socialistes parisiens. Ce que l'on ne sait pas, c'est le degré d'implication des intérêts économiques et du pouvoir politique français dans le putsch du 19 septembre, sponsorisé par le consortium de Ouaga¹.

Celui-ci ne vaut guère mieux que les "réseaux d'élite" qui dépècent le Congo-K, dénoncés dans un rapport d'avant-garde de l'ONU (cf. *Billets* n° 108). Un travail d'investigation similaire est à mener à propos de ce consortium. Une Commission d'enquête

internationale sur le financement de la déstabilisation de la Côte d'Ivoire ? Et une autre sur les exactions des deux côtés, comme le demande la FIDH (05/11/2002) ?

Bref, aucun des deux camps ne peut plaider son "innocence". La propagande victimaire est hors sujet. Restent deux issues : aborder les vraies questions (la citoyenneté, la constitution d'un État miné par l'ethnisme, le contrôle et l'usage de l'argent public) ; ou bien pratiquer la fuite en avant, dans une guerre au coût incalculable.

1. *Le Canard enchaîné* (30/10/2002 et 06/11/2002) souligne les responsabilités de Kadhafi et Compaoré. Les futurs rebelles étaient mieux que des réfugiés à Ouagadougou : la capitale burkinabè a servi une fois de plus de pépinière de "seigneurs de la guerre". C'est à partir du Burkina que se poursuit l'approvisionnement de la rébellion en carburant et en munitions (AFP, 15/11/2002). Ironiquement, c'est dans un hôtel de Lomé récemment acquis par Kadhafi que sont accueillis les négociateurs ivoiriens (RFI, 06/11/2002).

Erreur de casting

Le verdict est proche. **L'Élysée**, qui ne peut non plus plaider l'innocence, est inquiet : une implosion de la **Côte d'Ivoire** comporterait beaucoup d'incertitudes et d'inconvénients. L'armée française est dans une position inconfortable ; l'alternative ouest-africaine (quelque 1 250 hommes) n'est pas assez crédible pour exonérer Paris d'un "délit" de non-assistance en cas de massacres à grande échelle. Et il y a 20 000 ressortissants français. Sans parler des entreprises.

Chirac s'est aperçu que confier la négociation à **Eyadema** (une dernière tentative de redorer son statut ?¹) revenait à mépriser l'enjeu. Un diplomate français est arrivé à Lomé, en "conseiller". Wade offre à nouveau ses services. Mais il n'est pas sûr que puisse être rattrapé le mois ainsi perdu à cause des vieux réflexes.

1. Une nouvelle élection pipée a permis au parti RPT du dictateur togolais de rafler 72 des 81 sièges de députés. Malgré le satisfecit du cortège habituel d'"observateurs" complaisants, l'Union européenne a dénoncé (05/11/2002) « le manque de crédibilité des conditions de ce scrutin ». Ces « élections ne favorisent pas le dialogue togolais » (euphémisme). Et Eyadema serait le médecin du dialogue ivoirien ?

Centrafrique en ruines

Il y a quelques ressemblances entre la tentative de putsch déclenchée le 25 octobre en Centrafrique par le général François Bozizé et celle du 19 septembre en Côte d'Ivoire. Dans les deux cas, une action menée par une partie significative de l'armée est soutenue par un voisin du Nord – le Tchadien Déby ou le Burkinabè Compaoré. Cela fait désordre en Françafrique – mais le système a toujours inclus une part de désordre.

On ne peut pas avoir été chef d'état-major dans un pays comme le Centrafrique sans avoir des contacts corporatistes très avancés avec des confrères français. Le général Bozizé, qui se trouvait à Paris au moment du raid contre Bangui, l'a revendiqué depuis la capitale française (!). Les longs préparatifs et les moyens conséquents de ce raid n'ont pu échapper aux Services français. À Paris, le faible crédit du président centrafricain Patassé ne cesse de chuter : son remplacement n'aurait guère causé de regrets.

Autre ressemblance : l'objectif de renversement du pouvoir en place n'a pas été atteint. Première différence : la Libye, qui soutient les rebelles ivoiriens, a sauvé la mise de Patassé, avec lequel elle est en affaires – pétrolières, notamment. Le riche potentiel pétrolier des confins tchado-centrafricains semble être l'un des moteurs de ce conflit entre les alliés de deux émirs, Déby et Kadhafi (voir *Ils ont dit*).

Épaulée par des mercenaires tchadiens, l'offensive de Bozizé était très tranchante. Elle a failli aboutir. Les 200 militaires libyens qui protègent la Présidence n'auraient pas suffi à l'enrayer. Comme en 2001, face à une précédente attaque, Patassé a été contraint de recourir à son autre allié, le rebelle du Congo-K Jean-Pierre Bemba – avec qui il est en affaires... diamantaires. Les troupes de cet héritier du mobutisme sont fort peu disciplinées. Un millier de soudards a traversé l'Oubangui et déferlé sur la capitale centrafricaine, combattant, pillant et violant. Les hommes de Bozizé ont dû se replier vers la frontière tchadienne.

Patassé, qui s'est aliéné successivement la quasi-totalité de la population, n'a donc dû son salut qu'à des forces étrangères. Après cette victoire à la Pyrrhus, ce Président mal élu administre les ruines de la démocratie. Et celles de l'économie. Un dirigeant de l'opposition, Charles Massi, l'accuse d'avoir « vendu à la Libye, pour une poignée de pétrodollars, l'essentiel des ressources minières (diamants, or, pétrole, uranium, plomb) pour une durée de cent ans. » (*Le Nouvel Afrique-Asie*, 11/02).

Vu ce que l'on sait déjà de la prédation présidentielle, tout est possible. Selon *Les Échos* (31/10/2002), le pays est « gangrené par une gabegie et une corruption sans précédent », clan présidentiel en tête. La moitié des quelque 900 000 carats de diamants centrafricains est exportée en fraude.

Dans ce contexte déliquéscent, *Le Figaro* concurrence nos *Billets* : *Les mercenaires de Paul Barril font la loi à Bangui*, titre-t-il (19/11/2002). Il faut dire que ces matamores, qui contrôlent l'aéroport, ont expulsé l'envoyé spécial du journal, Thierry Oberlé ! « Paul Barril, constate celui-ci, fait la pluie et le beau temps à Bangui. Il a la confiance d'un Patassé au comportement souvent ubuesque ». *Le Figaro* ne saurait-il pas que Barril est toujours au "service" des « intérêts de la France » ?

Pour l'épauler, Bongo et quelques voisins vont envoyer une nouvelle force de « maintien de la paix » d'un peu plus de 300 hommes, à forte dominance gabonaise. Mais le vide politique reste entier.

Terrorisme au Congo-B

Toutes sortes d'indices, plus alarmants les uns que les autres, nous ont amenés à participer activement à une alerte des médias sur le sort insupportable fait depuis quatre ans aux habitants de la région du Pool. *Survie* a envoyé le communiqué ci-joint. La *Cimade* a organisé une conférence de presse pour le président des protestants congolais, qui n'a pas mâché ses mots.

Mgr Louis Portella, évêque de Kinkala (chef-lieu du Pool) est lui aussi sorti de sa réserve. La Fédération internationale des droits de l'Homme a organisé le 19 novembre un déjeuner de presse pour lui permettre de s'exprimer publiquement sur la situation dans son diocèse. Fait assez rare, cette initiative a été soutenue par un ensemble d'ONG (Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Agir ici, Aircrige, CCFD, Cimade, Frères des Hommes, Secours catholique, *Survie*). Toutes soulignent l'urgence de briser le silence.

Voici quelques extraits de l'interview accordée par Mgr Portella à *Témoignage chrétien* (14/11/2002) : « Depuis sept mois, toute une région est en train d'être détruite. [...] Les habitants du Pool nous disent que leurs villages ont été bombardés par des hélicoptères, puis pillés et brûlés par les forces publiques. Nous savons aussi que les "soldats", en fait des miliciens Cobras intégrés dans l'armée, éliminent souvent des gens sous prétexte qu'ils sont "complices" des [rebelles] ninjas. [...] Les autorités refusent de donner des visas aux organisations humanitaires. [...]

L'impunité est totale ! Des jeunes soldats peuvent assassiner des civils sans craindre la moindre sanction. [...]

[Le président Denis Sassou Nguesso est responsable de cette situation.] *d'autant plus qu'il a vraiment un pouvoir extraordinaire. Tout le monde dans le Pool pense que le président n'a qu'à siffler pour que les hostilités s'arrêtent. [...] Il faut arrêter ces opérations meurtrières qui ressemblent plus à un plan de casse de l'élan vital du Pool qu'à autre chose. Il faut mettre les choses sur la place publique et alerter l'ONU. On n'a pas le droit de trucidar toute une population. »*

Signalons une faille dans l'argument juridique que nous avons exposé le mois dernier : tant que le Congo-B n'aura pas ratifié les statuts de la Cour pénale internationale, ses ressortissants n'en seront pas passibles (sauf décision contraire du Conseil de sécurité de l'ONU) pour les crimes commis dans ce pays. Le président Sassou Nguesso reste donc relativement et provisoirement protégé par l'immunité diplomatique que reconnaît aux chefs d'État (et aux ministres des Affaires étrangères) la jurisprudence de la Cour internationale de La Haye.

Tous les autres auteurs et complices de tortures ou crimes contre l'humanité peuvent se voir appliquer la compétence universelle des tribunaux étrangers.

Communiqué de Survie, 08/11/2002

Alerte Congo-Brazzaville : non à la purification ethnique !

Tout dépend de votre silence

La Rue Meurt, courageux hebdomadaire de Brazzaville, est l'un des rares médias à dire le sort terrifiant des populations de la région du Pool, depuis la relance de la guerre civile fin 1998. Les exactions dont il fait part le 29 octobre, confortées par d'autres sources précédemment et depuis lors, prennent un sens de plus en plus angoissant : « Depuis près de deux semaines, les villages du [sud-ouest du] Pool [...] se vident de leurs populations qui convergent toutes vers la capitale. À les entendre, une horde d'hommes en armes s'attaque, de nuit, aux villageois, les rançonne et les oblige sous menaces de quitter les lieux. Ils n'hésitent pas à tuer en cas de résistance. Qui sont-ils ? Les [rebelles] ninjas sont les premiers à être indexés. Habités à prendre les populations en otage, auraient-ils changé de tactique ? Que visent-ils ? De nombreux témoignages affirment qu'ils sont équipés d'armes neuves. Seul point d'ombre, aucun accrochage n'a été signalé avec les éléments des FAC [forces gouvernementales] dont la présence est pourtant constante dans cette zone... ».

Ceux qui ont vu le 4 novembre sur Canal+ l'émission *90 minutes* démontant la complicité entre la Sécurité militaire algérienne et une partie des GIA massacreurs et terroristes seront frappés des similitudes. Il y en a beaucoup entre les pétrodiktatures du général Sassou Nguesso et des généraux d'Alger : le même pillage, la même terreur, le même goût pour les "coups tordus". S'y ajoutent, depuis bientôt quatre ans, un acharnement contre les Laris de la région du Pool qui relève au minimum d'une entreprise de purification ethnique, voire la dépasse : massacres, viols systématiques, bombardements de civils, incendies de villages, interdiction des secours humanitaires, etc. Comme si l'on reprochait à cette population de "mal voter", qu'il fallait ruiner son poids démographique et donc électoral...

L'assassinat en 1999 de 353 jeunes réfugiés rentrant de Kinshasa, les « disparus du Beach », n'est que la face émergée d'un iceberg de crimes contre l'humanité. Les témoignages que nous recevons font état d'une nouvelle et virulente poussée criminelle, affectant la zone sud-ouest du Pool après la zone nord, au printemps. Des dizaines de milliers de vies sont en jeu. Les témoins (journalistes, humanitaires) sont tenus à l'écart. **On nous supplie de faire connaître au monde le sort de ces populations oubliées**, et pourtant si proches de Paris – quelques heures d'avion (avec parfois des voyageurs aux mains couvertes de sang), quelques longueurs à parcourir pour les milliards de litres d'essence destinés à nos voitures.

Toute la société française, médias compris, va-t-elle se rallier au silence organisé par la Françafrique ? Qui va oser dénoncer la complicité confirmée de l'Élysée avec l'un des pires régimes de la planète ? [...]

FMI fâché

Ce n'est pas que les avis du FMI soient notre tasse de thé, mais l'usage des revenus pétroliers a à voir avec l'oppression que subit le Congo. Le FMI, qui ne peut être suspecté de malveillance envers un ami des multinationales pétrolières, s'est agacé début novembre de l'absence obstinée de transparence des comptes de la SNPC (Société nationale des pétroles du Congo). Le ministère **brazzavillois** des Finances ne parvient pas à obtenir « des éléments objectifs pour s'assurer que ce qui est dû au Congo est bien reversé au Congo » (AFP, 04/11/2002). Et non dans des cassettes privées.

Madagascar : une voie étroite

Après avoir reconnu mi-2002 le président Marc Ravalomanana, les bailleurs de fonds ont exigé, pour purger les problèmes de légitimité (de leur point de vue), des élections législatives anticipées. Ce n'est pas forcément un mal, car le précédent Parlement était complètement déphasé. Ce pourrait et ce devrait être un bel exercice de démocratie, avec une observation internationale non complaisante.

Mais entre-temps Madagascar a retrouvé tous ses problèmes sociaux, économiques, politiques, culturels, etc. – qui paralysaient l'île il y a un an et que 6 mois de blocus ont aggravés. L'intendance et la finance suivent très difficilement la soif et le besoin de réformes. En province, le ratsirakisme a ancré le clientélisme plutôt que la démocratie. À Antananarivo, les grandes familles n'ont pas envie que les leviers leur échappent. Armée, police et justice sont très inégalement familières de l'État de droit.

Bref, le scrutin du 15 décembre, exercice obligé, comporte une grande marge d'incertitude. Il y a le résultat, et la manière... Espérons !

Le prix du sang

Dans son rapport intérimaire d'août 2002 sur la situation des droits de l'Homme au **Soudan**, le rapporteur des Nations-unies Gerhart Baum emploie un mot assez rare à l'ONU : il se dit « *choqué* » par la politique de terre brûlée en régions pétrolières, visant à les vider de leurs populations (*Vigilance Soudan*, n° 114). Il n'y a pas que la terre ou les maisons qui sont brûlées. Parfois aussi les gens.

La firme canadienne Talisman a fait l'objet d'une campagne civique dénonçant sa complicité dans ce nettoyage ethnique. Elle a décidé de vendre ses intérêts pétroliers au Soudan à une compagnie indienne. « *La controverse a certainement joué un rôle dans notre décision* », admet le directeur général, Jim Buckee. « *Mais cela reste un excellent projet, qui a beaucoup rapporté à nos actionnaires* » (*La Tribune*, 07/11/2002). Le prix de cession est de 770 millions de dollars.

Mercenaires bridés ?

Les partisans d'un ravalement de façade dans les relations franco-africaines sont assez fâchés de l'éternel retour des "affreux" en Afrique : après l'expédition avortée contre Madagascar, en juin, une dizaine de disciples de Bob Denard ont été annoncés à Abidjan. Du coup, le Quai d'Orsay aimerait ressortir, sinon le texte même, du moins la substance d'un projet de loi sanctionnant le mercenariat trop voyant – projet préparé par le gouvernement Jospin et adopté en Conseil des ministres juste avant le scrutin présidentiel du printemps...

« L'ordre est venu du président Jacques Chirac lui-même, comme *La Croix* l'a appris de source sûre¹ » (*La Croix*, 13/11/2002). Une telle loi serait déjà un progrès. Mais celui-ci n'est pas assuré, comme le montre le pas de deux du Quai : après avoir évoqué une initiative législative, les Affaires étrangères ont précisé le lendemain que ce n'était qu'une voie parmi d'autres. Entre-temps, le pan de Françafrique qui continue d'entretenir les héritiers de Denard aura sans doute rappelé sa capacité d'obstruction.

Survie, pour sa part, continuera de demander sans précaution aux députés s'ils sont pour ou contre l'intervention de mercenaires français en Afrique, puis de mercenaires africains en France.

1. *La Croix* ne manque pas une occasion de faire savoir qu'elle a, sur les questions africaines, une source sûre à l'Élysée.

Procès tronqué

Lors du procès des « attentats du RER » commis à Paris en 1995, les principales culpabilités ont été soigneusement érudées. Certes, les deux Algériens recrutés par le Groupement islamiste armé (GIA), inculpés, jugés, puis condamnés le 29 octobre, étaient au moins complices. Mais leur chef Ali Touchent, qui a plusieurs fois "échappé" à l'arrestation, a pu se réfugier en Algérie dans la cité hypersécurisée des Compagnies nationales de sécurité avant de disparaître mystérieusement. Un gendarme, qui a pris le risque de ruiner sa vie familiale pour venir témoigner, l'avait formellement reconnu sur le quai du RER juste avant l'attentat : son témoignage a été écarté par le parquet.

La vraie enquête a été présentée 6 jours plus tard sur *Canal+*, dans un formidable *90 minutes* de Jean-Baptiste Rivoire et Romain Icard. Ancien adjoint de Smaïn Lamari, terrible n° 2 de la Sécurité militaire, le colonel Samraoui s'est réfugié en Europe en 1996. Son témoignage a été décisif lors du procès en diffamation engagé à Paris par le général Nezzar, un des parrains de la junte. Il déclare : « *Un lieutenant sous mes ordres m'a prévenu que [l'émir du GIA] Zitouni entraînait et sortait normalement de la caserne.* » Ce qui veut dire que « *c'est un agent, et qu'il reçoit ses ordres de nos chefs.* »

Le capitaine Chouchène, ancien des Forces spéciales, assure que deux de ses supérieurs lui ont demandé de « *seconder Zitouni, notre homme dans le maquis.* » Ainsi est confirmé qu'une bonne partie des horreurs islamistes étaient commanditées par les généraux d'Alger.

Pour le juge Alain Marsaud, qui dirigea la section antiterroriste du parquet, « *on peut considérer que le GIA a été utilisé comme une organisation écran pour porter le feu en France.* » Selon un connaisseur du dossier cité par *Libération* (01/11/2002), « *le pouvoir algérien rêvait de voir Juppé détrôné par Pasqua avec qui il entretenait les meilleures relations. Les bombes à Paris visaient aussi à déstabiliser Juppé devenu Premier ministre, et à assurer un soutien sans faille de Paris à Alger.* » Ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé avait soutenu en janvier 1995 l'offre de paix présentée à Rome par l'opposition algérienne.

Charles Pasqua, durant ce temps, aurait donc entretenu « *les meilleures relations* » avec les commanditaires d'une série d'attentats dans la capitale. Attaquera-t-il *Libération* en diffamation ?

Depardieu boutefeu

Pasqua n'est pas le seul à être en très bons termes avec le régime algérien. Celui-ci a déployé un holding de façade, dirigé par un « héritier », Rafik Khalifa, fils de l'un des fondateurs de la Sécurité militaire. Ce groupe, déployé dans la banque, le transport aérien, la télévision et le "mécénat" (sponsoring de l'Olympique de Marseille, soirées avec la jet set, œuvres humanitaires), est en réalité très largement déficitaire. Les gentils observateurs évoquent le recyclage de la rente pétrolière algérienne, d'autres un « *blanchiment d'image* », tandis que les plus suspicieux insistent sur les liens avec Dubaï (Émirats arabes unis), plaque tournante de nombreux trafics.

Parmi les nombreux amis de Rafik Khalifa, Gérard Depardieu est le plus battant. Attiré par les autocrates (Castro, Meciar) et l'affairisme (avec son copain de l'ultra-droite Gérard Bourgoin), l'acteur a tenu des propos orduriers envers Noël Mamère, leader des Verts et député-maire de Bègles. Celui-ci, n'ayant pu empêcher l'équipe locale de rugby d'être sponsorisée par Khalifa, boude désormais les matches. Depardieu n'a pas supporté.

On en serait resté au stade de l'anecdote (significative), si *Le Canard enchaîné* et *Libération* n'avaient rebondi en publiant des dossiers très documentés sur cet étrange et sémillant M. Khalifa. Le quotidien avoue que l'épaisse « enquête » placée en « Une » et dans les quatre pages suivantes (30/10/2002) provient pour une grande part d'un rapport de la DGSE.

Du coup, la source devient aussi intéressante que le contenu. Non que ce dernier soit anodin. Mais l'on pourrait s'étonner de voir des organes de presse réputés se faire les relais d'une opération de communication des Services. Ou, plus exactement, d'être enrôlés dans un énième épisode de la guerre Juppé-Pasqua – qui fut aussi une guerre DGSE-DST, accouchant entre autres de l'Angolagate.

Pourquoi cette guerre se poursuit-elle, alors que tout ce monde s'est rangé derrière Chirac, chef des Armées ? Pasqua étant en grande partie discrédité, quel est le puissant successeur dont il est ainsi nécessaire de pilonner les alliés ?

Frais Juillet

Alain Juillet, nouveau directeur du Renseignement à la DGSE, est le neveu de Pierre, homme de l'ombre qui fut, entre 1965 et 1978, l'un des plus puissants de la République, et cornac de Jacques Chirac. Ce dernier lui exprimant publiquement sa gratitude après avoir remporté la mairie de Paris, en 1977, Pierre Juillet observa que « *l'on n'avait jamais vu un cheval remerciant son jockey.* » L'écurie a retrouvé le sommet de l'État, mais entre-temps Juillet aura été "remercié" au sens figuré.

Comme un autre proto-Chiraquien, Charles Pasqua, le neveu Alain Juillet a commencé sa carrière de couverture chez Pernod-Ricard – l'un des plus stupéfiants alambics de la barbouzerie française¹. Il l'a poursuivie dans le chocolat suisse, les confitures, les champignons... Parallèlement, il a été initié au service Action de la DGSE. Il y a fréquenté de futures pointures : Jacques Dewatre (qui deviendra patron de la DGSE en 1994), ainsi que deux hauts cadres discrets de la Chiraquie, Daniel Naftalski et Pierre Mutz.

Avec un tel pedigree, cet espion "traditionnel" est censé rassurer la Piscine contre les "vagues" venues du ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui a plutôt pesé sur le choix du n° 1 de la DGSE, Pierre Brochant (*La Lettre du Continent*,

14/11/2002). Chirac pourra souffler le chaud et le froid, le soft et le hard, la diplomatie et les réseaux, au Congo-B, en Côte d'Ivoire, etc.

1. Cf. François-Xavier Verschave, *Noir silence*, p. 433-434 ; *Noir Chirac*, p. 196, Les arènes 2000 et 2002.

Lacombe aérien

Trop voyant, l'homme de la DGSE auprès de l'ex-dictateur **malgache** Didier Ratsiraka, Jean-François Lacombe, a été recentré dans des fonctions plus logistiques, à toutes fins utiles : la dissémination de petites compagnies aériennes privées, à vocation régionale, au Soudan, au Togo, en Afrique centrale ou australe (*LdC*, 14/11/2002). Avec des partenaires ukrainiens – un pays qui offre à profusion armes et mercenaires. Faut-il faire un dessin ?

Total persécutée

En compagnie des deux plus grandes banques suisses et de 16 autres multinationales, TotalFinaElf est visée par une plainte déposée aux États-Unis au nom de 85 victimes du régime sud-africain d'**apartheid**. La compagnie française est accusée d'avoir contribué à la prolongation de ce régime, et donc à celle de ses crimes. (AP, 12/11/2002).

Bons points

– Jacques Chirac était déterminé à proposer au nom de la France, pour la **Cour pénale internationale**, la candidature de son magistrat de cour et de complaisance Jean-Claude Antonetti (*Billets* n° 107 et 108). Un choix décidément trop scandaleux : l'outsider Claude Jorda, actuel président du Tribunal pénal international de La Haye, sera finalement le candidat français (22/11/2002).

– Jacques Chirac et Kofi Annan se sont entremis dans la querelle de frontières **camerouno-nigériane** autour de la presqu'île de Bakassi. Les négociations se poursuivent. Le Nigeria ne remet plus formellement en cause la décision de la Cour internationale de La Haye, plutôt favorable au Cameroun. La zone pétrolière disputée évoluerait vers un statut international de fait (RFI, 17/11/2002). Si ça peut faire une guerre de moins !

– Le premier **Forum social européen**, à Florence, est un succès considérable du mouvement "altermondialiste" (que la presse renonce progressivement à taxer d'"antimondialisation"). Un autre monde est possible que celui que nous promettent des instances mondiales (hors ONU), très largement illégitimes. Ce monde-là se cherche, mais il s'affirme déjà. Vivement la prochaine édition, fin 2003 à Saint-Denis !

– Le lobby **pharmaceutique** poursuit sa guerre contre les centaines de millions de malades du Sud atteints du sida, du paludisme, de la tuberculose, etc. en empêchant la production et la diffusion massives de médicaments génériques à bas prix. De rudes débats se poursuivent à l'**OMC** (Organisation mondiale du Commerce). La France se retrouve l'alliée des pays du Sud et de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) contre les principaux avocats de ce lobby (les États-Unis, la Suisse et le Canada). Un accord en trompe l'œil aurait été trouvé le 15 novembre. Sera-t-il avalisé ou amélioré lors de la réunion de l'OMC à Genève, les 10 et 11 décembre ? (*Les Échos*, 08/11/2002, *Libération*, 16/11/2002).

Fausse notes

– Un round de négociation "décisif" ; censé nouer les fils d'un processus de sortie de guerre au **Congo-K**, était prévu à Pretoria jusqu'au 23 novembre. Il a été reporté au 9 décembre. Pendant ce temps, tout l'Est du Congo est à vif, avec des massacres en Ituri, des centaines de milliers de réfugiés, d'immenses besoins alimentaires et sanitaires...

– Le jour même où l'avocat général du procès **Elf** proposait des peines avec sursis ou permettant aux inculpés de sortir de prison, la Cour de cassation validait la condamnation du syndicaliste paysan **José Bové** à 14 mois d'emprisonnement.

Faux Billet

Jean Suret-Canale nous signale une erreur historique au sujet de l'enclave de Cabinda (*Billets* n° 108) : bien que séparée de l'Angola par un morceau de l'ex-Zaïre entourant l'embouchure du fleuve Congo, elle a toujours été administrativement rattachée à l'Angola sous la colonisation portugaise, pluriséculaire. La création du Congo belge, séparant Cabinda de l'Angola est en effet bien postérieure (fin du 19^e siècle). Il n'empêche que la plupart des Cabindais ne se sont jamais sentis angolais.

(Achévé le 23/11/2002)

ILS ONT DIT

Françafrique

« Pour relever les défis de la mondialisation, [...] l'Afrique a intérêt à se renforcer, à s'unir et à s'appuyer sur ses plus fidèles alliés, ses plus solides amis dans le monde, au premier rang desquels la France entend plus que jamais figurer. » (**Pierre-André WILTZER**, ministre de la Coopération. Discours de clôture de la conférence ministérielle de suivi du Sommet Afrique-France de Yaoundé, le 05/11/2002).

« Il est totalement inacceptable que le territoire national [*français*] soit utilisé par des ressortissants étrangers pour des déclarations ou des activités de nature à déstabiliser leur pays d'origine. En liaison avec le ministère de l'Intérieur, le ministère des Affaires étrangères veillera à ce que M. **Bozizé** se conforme strictement à ce principe, dans le respect du droit français. » (**Le porte-parole du Quai d'Orsay**, 29/10/2002).

[*Bozizé avait poussé le bouchon un peu loin, en revendiquant son putsch depuis Paris, tandis que la France réaffirmait officiellement « son soutien aux autorités centrafricaines. » Mais le principe ainsi énoncé risque de resservir. Pour l'ex-président malgache Didier Ratsiraka, par exemple, qui ne cache pas dans ses interventions télévisées tout le mal qu'il souhaite à son successeur.*]

« Le vrai problème [derrière le raid de Bozizé], c'est le pétrole de Doba [au sud du Tchad, dont le gisement s'étend très probablement au-delà de la frontière avec le **Centrafrique**]. Nous sommes exactement dans le schéma [qui a provoqué la guerre civile] du Congo-Brazzaville : les mêmes acteurs, les mêmes complices, nationaux et internationaux. [...] Une certaine France, qui ne dit pas son nom, tire les ficelles pour persécuter tout un peuple.

[... Les accords de coopération, qui n'ont pas été révisés depuis 1960, stipulent que] les produits dits stratégiques, tels que pétrole, uranium, etc., appartiennent à la France, et que toute exploitation par les pays détenteurs de ces produits est soumise à l'accord préalable de la France. » (**Gabriel Jean-Édouard KOYAMBOUNOU**, ministre d'État centrafricain à la Communication, cité par l'AFP du 05/11/2002).

[Plusieurs de ces affirmations sont exactes. La France a toujours considéré comme sien l'uranium de Centrafrique. Il se pourrait qu'une bonne partie du pétrole tchadien soit en réalité centrafricain, les gisements ignorant les frontières. Déby a pu vouloir régler le partage à son avantage, par anticipation. Les Américains, très investis dans le pétrole tchadien, suivent le conflit de près.

La deuxième phrase, peu explicite, vise probablement (entre autres) Denis Sassou Nguesso, allié de Déby et hostile à Patassé.]

« Sous l'égide d'*Afrique Initiatives*, depuis trois ans, de grands groupes français (**Bolloré, Vivendi, EDF, TotalFinaElf** à l'origine) veulent soutenir les nouvelles générations d'entrepreneurs qui croient en l'avenir de leur continent. [...] Le 19 septembre, en **Côte d'Ivoire**,] une mutinerie s'est transformée en coup d'État [...]. Un immense gâchis, mais peut-être le début d'une ère nouvelle, si nous savons en tirer les leçons. Pour une nouvelle forme de coopération. » (**François GEAY**, directeur général d'*Afrique Initiatives*. Point de vue dans *Les Échos*, 25/10/2002).

[Le directeur de l'œuvre fondée par Michel Rocard (avec quelques-uns des groupes pivots de la Françafrique et/ou de la privatisation effrénée des économies africaines) a une lecture très promotionnelle de l'Histoire : le début d'implosion de la Côte d'Ivoire inaugurerait une ère nouvelle si l'on en profitait pour généraliser le mode de coopération qu'il préconise. Un point de vue assez déconnecté du drame ivoirien...]

« Les accès de cruauté en Côte d'Ivoire depuis fin 1999 [...] ne sont rien en violence par rapport aux tueries des Sierra Leone, Liberia, Biafra, Angola, Burundi, Soudan ou Rwanda (aucun de ces pays n'étant, simple remarque, une ancienne colonie française). » (**Idem**)

[Cette « simple remarque » traduit soit le cynisme de son auteur, soit une totale ignorance de l'histoire du continent dont il s'occupe : la France a été la principale complice des génocidaires rwandais ; la Françafrique, alliée à la Libye, a déchaîné les milices de Taylor contre le Liberia et la Sierra Leone ; elle a foncé dans la guerre du Biafra et l'a prolongée ; TotalElfFina finançait les deux côtés de la guerre civile angolaise ; Paris a soutenu en 1972 le régime qui commit des massacres génocidaires au Burundi, et fut le premier allié d'un régime islamiste prônant le nettoyage ethnique au Sud-Soudan... Même dans les anciennes colonies françaises, la Françafrique a été capable de massacrer plusieurs centaines de milliers de Camerounais, et de parrainer des crimes contre l'humanité au Congo-Brazzaville.]

« Pas de chance : au moment même où le président français remet à l'honneur nos relations avec l'Afrique [avec la bénédiction de Michel Rocard, cf. Billets n° 108], la Côte d'Ivoire a un président... socialiste. [...] Le sort de la Côte d'Ivoire est déterminant pour toute la région : son économie dominante, mais aussi l'accès à la mer pour le Burkina Faso et le Mali. Ces pays rendent légitimes notre place aux Nations-unies. » (**Idem**)

[Il y en a encore, des pas très vieux, qui osent user ouvertement de cet argument néocolonial.]

« L'action des ONG, comme celle des États, est indispensable, mais manque d'efficacité à grande échelle et surtout dans la durée. [...] Pourquoi ne pas ajouter à ces acteurs les entreprises privées ? [...] En associant la lucidité du développement durable et l'efficacité des actions menées par les entreprises. [...] Mettons en place une forme d'« **Aide privée au développement** », dont le financement serait prélevé sur l'aide publique. [...] La France est bien placée pour prendre une telle initiative. [...] Concilions le sens de l'intérêt général de l'État et l'efficacité de l'action des entreprises, telle peut être la clef d'une future coopération. Alors l'écho des événements du 19 septembre [en Côte d'Ivoire] n'aura pas été vain. » (**Idem**)

[Passons sur la redite rhétorique terminale. François Geay réinvente la poudre : cela fait longtemps que l'« Aide publique au développement » est en réalité très majoritairement privée et qu'elle finance les entreprises françaises. Jusqu'ici, cela n'a pas été une garantie évidente d'« efficacité » pour les destinataires putatifs de cette « coopération ».]

« Le 24 janvier 2001, la réunion du regroupement "Éducation et culture" du Conseil de l'Europe a décidé l'instauration d'une "Journée de la mémoire" pour l'ensemble des **génocides**. [...] Le 18 octobre 2002 au Conseil de l'Europe, la délégation française a tout mis en œuvre pour réduire cette "journée de la mémoire" à la seule expression du génocide juif et tzigane. Suivant la position française, le Conseil de l'Europe a finalement décidé d'instaurer dans les écoles une journée de la Mémoire de la Shoah et de la prévention des crimes contre l'Humanité, en excluant ainsi tous les autres génocides. [...] La France a décidé d'instituer cette journée dès le 27 janvier 2003, date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. » (Communiqué du **Comité de défense de la cause arménienne**, 05/11/2002).

[Ce Comité dénonce bien sûr, à juste titre, le passage aux oubliettes du génocide arménien, pour lequel œuvre en continu un lobby turc. Mais il est probable que la délégation française au Conseil de l'Europe a été surtout chargée d'éviter que l'on puisse traiter dans les écoles du génocide rwandais de 1994.]

Affaire Elf

« Quand vous voyez embaucher [par Elf] des filles ou des nièces de chefs d'État étrangers, il est certain que celles-là n'exercent pas un emploi au sens où l'entend le Larousse. Mais quand vous faites plaisir, vous entretenez un bon climat. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié, les gros encore mieux.... » (**Alfred SIRVEN**, ancien n° 2 d'Elf, le 06/11/2002 devant la Cour d'appel. Cité par *Le Monde* du 08/11/2002).

« Grâce à [... *Christine Deviers-Joncour*], nous avions un accès rapide à M. Dumas, elle me donnait des informations... Toute cette affaire est un tissu de relations et d'influence. » (**Le même**, cité par *Le Parisien* du 18/11/2002).

« [Les statuettes grecques antiques pour Roland Dumas ?] Je lui ai dit : "On vous les offre, c'est un cadeau de Noël". Je lui ai dit que c'est Elf qui lui offrait. À l'époque où on m'a demandé d'acheter ces statuettes et de faire un cadeau à M. Dumas, je n'y ai pas vu malice, j'ai trouvé ça plus propre, franchement, que des valises d'argent liquide. » (**Christine DEVIERS-JONCOUR**, ancienne salariée d'Elf et maîtresse de Roland Dumas, le 12/11/2002 devant la Cour d'appel. Citée par *Le Monde* du 13/11/2002).

« Je répète que toutes les commissions avaient reçu l'aval écrit du président [*Le Floch-Prigent*]. » (**Claude GOSSELIN**, ancien directeur comptable d'Elf, le 13/11/2002 devant la Cour d'appel. Cité par *Libération* du 14/11/2002).

« J'assume la responsabilité de l'ensemble de ces versements [*140 millions de dollars de pots-de-vin en 1995 pour obtenir un accès à du pétrole nigérian*], mes collaborateurs s'étant pliés à mes instructions. Je considérais à l'époque, et je considère toujours, qu'il était de l'intérêt d'Elf de conclure cette affaire à l'amiable même moyennant un complément de prix très important, et qu'il n'y avait aucune chance d'aboutir sans disposer d'agents commerciaux efficaces. [...] Je suis meurtri par cette enquête. » (**Philippe JAFFRÉ**, ancien PDG d'Elf, entendu le 22/10/2002 comme témoin assisté par le juge Renaud Van Ruymbeke. Cité par *Le Parisien* du 26/10/2002).

[*Moins meurtri sans doute que les Ogonis, occupants spoliés et massacrés d'une région pétrolière nigériane, victimes du tyran escroc Sani Abacha avec lequel négociait Elf.*]

« J'ai été élevé [...] dans le sens de l'honneur, le respect de l'honnêteté et dans le dégoût de la tricherie et de l'irresponsabilité. [...] Dans mon esprit, la rémunération des divers agents commerciaux était de 40 millions de dollars [...], ce qui était cher mais paraissait correspondre au service rendu et aux habitudes de cette région du monde. » (**Idem**, cité par *Le Monde* du 29/10/2002).

[*Qui a créé ces habitudes si « honnêtes » ?*]

« **Jacques Monsieur** était le vendeur d'armes d'Elf. Il avait ses rendez-vous avec les gens du groupe pétrolier à l'hôtel du Rhône, [...] à Genève. Quand Elf avait besoin d'une livraison d'armes, ils faisaient appel à lui. Cela a été le cas avec le président du Congo, Pascal Lissouba. Monsieur l'a livré, en se faisant régler par Elf, qui se payait sur les futures livraisons de pétrole. Mais dans le cas du Congo, il a également livré Denis Sassou Nguesso... l'ennemi de Lissouba. Monsieur a encore travaillé avec d'autres pays africains dans le giron d'Elf. [...]

Il y a quelques années, un "marchand d'armes parisien" a monté une opération qui consistait à acheter des batteries de missiles à l'Est, à faire semblant de les livrer en Amérique latine avant de détourner le bateau vers l'Unita, en Angola, et vers l'Afrique du Sud... J'ai prévenu la DGSE de ce qui se tramait, et mon "officier traitant" est revenu me voir en me disant : "On arrête tout. Il ne faut surtout pas s'occuper de ce dossier." Le "marchand d'armes parisien" en question avait en fait la solide protection d'un ministre très influent. » (**Jean-Bernard LASNAUD**, marchand d'armes chevronné, incarcéré près de Genève depuis le 25 mai. Interviewé par *Le Parisien*, 08/11/2002).

[*Une nouvelle illustration du quadrilatère pétrole-armes-Services-dette, pour le plus grand malheur des peuples dotés de pétrole. Jugé à Bruxelles depuis le 13 novembre, Jacques Monsieur a très rapidement obtenu du tribunal un huis-clos partiel, sur l'essentiel : les relations entre les gouvernements et les Services, commanditant et couvrant la plupart de ses activités de marchand d'armes. Il a fourni, entre autres, la Chine, la Guinée, l'Iran, la Bosnie, la Croatie, l'Équateur et le Burundi. Lorsqu'une policière a voulu lui passer les menottes, le représentant du parquet belge s'est exclamé : « Je demande à ce que monsieur soit emmené avec décence, et vous le traitez comme un terroriste ! » (*Libération*, 15/11/2002)*]

Chiraquie

« Quand je pense à tous les services que [...] j'ai rendus [*à Chirac*] et que je continue à lui rendre ! Je suis complètement écoeuré. » (**Michel ROUSSIN**, n° 2 de Bolloré, président du MEDEF-Afrique, ex-ministre de la Coopération. Confiance le 07/11/2002, rapportée par *Le Canard enchaîné*, 13/11/2002).

[*Nous suivons avec beaucoup d'intérêt les états d'âme de l'ancien bras droit de Jacques Chirac à la Mairie de Paris, son écoeurement croissant. Il collectionne les mises en examen dans les innombrables affaires relatives à la gestion de cette Mairie sous Chirac. Ce dernier, protégé par sa fonction, ne daigne plus recevoir le "fusible". Un rôle très inconfortable. On se prend à rêver, naïvement, que Michel Roussin fasse un jour le lien entre les raisons de son écoeurement et la litanie scandaleuse des atteintes aux valeurs républicaines. En rompant son silence, il pourrait contribuer à y mettre fin.*]

« L'intervention brutale de Juppé auprès du président du groupe UMP, Jacques Barrot, pour qu'il fasse nommer le trésorier de l'UMP à la présidence du groupe parlementaire France-Irak est une faute politique. » (**Didier JULIA**, député UMP, cité par *Le Canard enchaîné* du 30/10/2002).

[*C'est en effet rappeler les tuyauteries nucléaires, les pipelines pétroliers et les câbles financiers qui unirent les destins de Jacques Chirac et de Saddam Hussein.*]

« Michel Polaco, le [*nouveau*] patron de France-Info, est un copain depuis vingt-cinq ans : je n'hésiterai pas à [...] lui dire si je ne suis pas content de quelque chose. C'est se rendre service que de se dire ces choses-là entre amis. ». (**Dominique AMBIEL**, conseiller en communication du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, cité par *Libération*, 31/10/2002).

[*Un des proches d'Ambiel précise que celui-ci est « pote avec tout le monde, Étienne Mougeotte à TF1, Marc Tessier [PDG] à France 2, Cavada [PDG de Radio-France]... ». « Entre amis », il peut donc dire son mécontentement à presque tous les patrons de l'audiovisuel s'ils se mettent à évoquer des sujets qui fâchent. La Françafrique, par exemple.*]

Mondialisation

« [*Le directeur de la Deutsche Bank*] affirme que la seule façon pour relancer l'économie, c'est **la guerre**. Je pense exactement comme lui. » (**Francis MER**, ministre de l'Économie et des Finances. Déclaration en Conseil des ministres, citée par *Le Figaro* du 15/11/2002. D'après *Le Canard enchaîné* du 20/11/2002).

« Monsieur le Président [*des États-Unis*],

Si les illusions au sujet du **terrorisme** ne sont pas détruites, alors la menace continuera jusqu'à notre destruction complète. La vérité est qu'aucune de nos nombreuses armes nucléaires ne peut nous protéger de ces menaces. Aucun système "Guerre des Étoiles" (peu importe la technique de pointe, ni combien de milliards de dollars seront gaspillés dans ces projets) ne pourra nous protéger d'une arme nucléaire transportée dans un bateau, un avion ou une voiture louée.

Aucune arme, ni de votre arsenal, ni un centime des 270 millions de dollars gaspillés chaque année dans le dénommé "système de défense" ne peut éviter une bombe terroriste. C'est un fait militaire. [...] Alors, [...] n'existe-t-il rien que nous puissions faire pour garantir la sécurité de notre peuple ? Si ! Mais pour entendre cela, il faut savoir la vérité sur la menace.

Monsieur le Président, vous n'avez pas dit la vérité sur le "pourquoi" nous sommes la cible du terrorisme, quand vous avez expliqué pourquoi nous bombarderions l'Afghanistan et le Soudan. Vous avez dit que nous étions la cible du terrorisme, parce que nous défendions la démocratie, la liberté et les droits humains dans le monde. C'est absurde, Monsieur le Président.

Nous sommes la cible des terroristes, parce que, dans la plus grande partie du monde, notre gouvernement a défendu la dictature, l'esclavage et l'exploitation humaine. Nous sommes cible des terroristes, parce que nous sommes haïs, et nous sommes haïs, parce que nous avons fait des choses odieuses.

En combien de pays des agents de notre gouvernement ont-ils chassé des leaders choisis par leurs peuples, en les remplaçant par des dictateurs militaires, des marionnettes désireuses de vendre leur propre peuple à des groupes américains multinationaux ? Nous avons fait cela en Iran, quand les Marines et la CIA ont déposé Mossadegh, parce qu'il avait l'intention de nationaliser l'industrie pétrolière. Nous l'avons remplacé par le Shah Reza Pahlevi et nous avons armé, entraîné sa garde nationale haïe, la SAVAK, qui a réduit à l'esclavage, brutalisé le peuple iranien, pour protéger les intérêts financiers de nos compagnies pétrolières. Depuis cela, est-il difficile d'imaginer qu'il existe, en Iran, des personnes qui nous haïssent ?

Nous l'avons fait au Chili, nous l'avons fait au Vietnam. Plus récemment, nous avons tenté de le faire en Irak. [...] Combien de fois l'avons-nous fait au Nicaragua et dans d'autres Républiques en Amérique Latine ?

Une fois après l'autre, nous avons destitué des leaders populaires, qui voulaient répartir les richesses de leur terre pour que le peuple les gère. Nous les avons remplacés par des tyrans assassins, qui vendaient leur propre peuple pour que – moyennant le paiement de sommes énormes pour engraisser leur compte bancaire privé – la richesse de leur propre terre puisse être accaparée par des sociétés telles que Domino Sugar, United Fruit Company, Folgers et d'autres semblables.

De pays en pays, notre gouvernement a obstrué la démocratie, a étouffé la liberté et a piétiné les droits humains. C'est pour cela que nous sommes haïs dans le monde et c'est pour cela que nous sommes la cible des terroristes.

Le peuple du Canada jouit de la liberté et des droits humains, ainsi que les peuples de Norvège et de Suède. Avez-vous entendu dire que des ambassades canadiennes, norvégiennes ou suédoises aient été bombardées ? Nous ne sommes pas haïs parce que nous pratiquons la démocratie, la liberté et les droits humains. Nous sommes haïs parce que notre gouvernement refuse ces choses aux peuples du Tiers-monde, dont les ressources sont convoitées par nos groupes multinationaux. Cette haine que nous avons semée, se retourne contre nous en nous effrayant par le terrorisme, et, dans l'avenir, par le terrorisme nucléaire. Une fois que la vérité a été dite sur les raisons de cette menace et une fois qu'elle a été entendue, la solution devient évidente. Nous devons changer nos pratiques.

Nous libérer de nos armes nucléaires (même unilatéralement s'il le faut), améliorera notre sécurité. Changer drastiquement notre politique extérieure, la consolidera.

Au lieu d'envoyer nos fils et nos filles de par le monde, pour tuer des Arabes, en vue de prendre possession du pétrole qui existe sous leur sable, nous devrions les envoyer pour reconstruire leurs infrastructures, fournir de l'eau potable et nourrir les enfants affamés.

Au lieu de continuer à tuer des milliers d'enfants irakiens tous les jours par nos sanctions économiques, nous devrions aider les Irakiens à reconstruire leurs centrales électriques, leurs stations de traitement des eaux, leurs hôpitaux, tout ce que nous avons détruit et ce que nous empêchons de reconstruire avec nos sanctions économiques...

Au lieu d'entraîner des terroristes et des escadrons de la mort, nous devrions fermer l'École des Amériques [où a longtemps été enseignée la torture]. Au lieu de soutenir la révolte, la déstabilisation, l'assassinat et la terreur dans le monde, nous devrions abolir la CIA et donner l'argent dépensé pour elle aux organismes humanitaires.

En résumé, nous devrions être bons au lieu d'être mauvais. Qui alors essaierait de nous arrêter ? Qui nous haïrait ? Qui voudrait nous bombarder ?

C'est cela, Monsieur le Président. C'est cela que le peuple américain a besoin d'entendre. » (**Robert BOWAN**, évêque de Miami, lieutenant-colonel à la retraite. Lettre envoyée en octobre 1998 à Bill Clinton).

[Cette lettre écrite en 1998 connaît actuellement une diffusion considérable via Internet (avec une fausse attribution au cardinal de Boston Bernard Law). C'est qu'elle a un côté prophétique – même si l'avant-dernier paragraphe sur la « bonté » est très américain. Elle touche au cœur l'idéologie guerrière qui menace le monde d'une terrible régression. Elle pourrait s'appliquer à un avenir africain francophobe si la Françafrique continue sa rhétorique autojustificative, et surtout ses pratiques iniques.

Rappelons que la contre-subversion enseignée à l'École des Amériques fut en partie inspirée par les méthodes algériennes du général Aussaresses, ce grand ancien des Services français. Un émule, le vice-amiral John Poindexter (un temps mis à l'écart pour avoir organisé une vente d'armes à l'Iran en vue de financer la guérilla des "contras" au Nicaragua), vient d'être chargé de mettre en place un « Système de veille totale » croisant toutes sortes d'informations privées (paiement par carte, dépôts d'argent, demande de passeport, achat de billets de transport, consultation de sites web, e-mails). (Libération, 15/11/2002)

« Une vache européenne reçoit 2,50 dollars d'aide par jour, une vache japonaise 7,50 dollars, alors que 75 % des Africains vivent avec moins de deux dollars par jour. » (**Nicholas STERN**, économiste en chef de la Banque mondiale, le 19/11/2002 à Munich. Cité par Libération du 20/11/2002).

[La Banque mondiale pointe aussi du doigt les 3,9 milliards de dollars d'aides américaines à la filière coton – trois fois le montant de l'aide US à l'Afrique. Ces subventions font chuter les cours et ruinent au passage des centaines de milliers de cotonculteurs africains.]

« La "société de l'information" – issue de cet écheveau de bits, chips, fréquences, câbles, satellites, programmes et réseaux qui a unifié électroniquement tous les codes humains et a permis la croissance exponentielle de la messagerie et de l'"infosphère" dans laquelle nous baignons – sera élevée en décembre 2003 aux honneurs d'un **Sommet Mondial** que lui dédiera l'Organisation des Nations-unies elle-même, avec l'Union Internationale des Télécommunications, l'UIT, dans le rôle de l'hôte principal. [...]

[... Les] images d'Épinal de la "société de l'information" cachent [...] par devers elles une légende noire, [...] deux gigantesques spéculations économiques, en grande partie fraudu-

leuses, menées par ceux qui ont déjà accaparé ladite "société de l'information", qui ont ruiné son développement naturel, appauvri des millions d'épargnants, hypothéqué les coûts futurs de ses services et déclenché une crise économique globale [...]. La "société de l'information" est déjà propriété de quelques-uns, et il existe un risque bien réel que le Sommet ne serve qu'à renforcer – derrière une façade de débats démocratiques – l'adaptation de l'univers des consommateurs au bon vouloir des grandes multinationales, [...] officiellement invitées. [...]

La spéculation Internet a été un mélange de délire boursier jamais vu et d'une bonne dose de machiavélisme politique. Son origine : les États-Unis, pays propriétaire de facto du réseau (les treize principaux moteurs de recherche, le quasi-monopole Cisco sur les commutateurs ou "routeurs", la majeure partie des presque deux milliards de sites, [...] les bureaux d'attribution d'identification, les systèmes Échelon, Carnivore, Fluent et Oasis qui épient et contrôlent les contenus de tous les messages et – c'est dur à croire – les plates-formes de 95 % des liens intra-européens et intra-asiatiques, sont nord-américains). Le conglomérat

industriel, gouvernemental, boursier et médiatique, président Clinton en tête, a lancé une grande offensive destinée à faire croire à l'humanité que le futur s'appelait *Internet*, que la plupart des investissements se déplaceraient vers le réseau et que seul subsisterait l'*e-business* en croissance exponentielle.

Simultanément, une autre bonne nouvelle était répandue par le *PNUD* et la *Banque Mondiale* : même le salut des pauvres ne relevait quasiment plus de questions d'eau, de santé et de protéines, mais d'un bon branchement au réseau. L'ère d'un gigantisme sans précédent dans l'histoire de l'économie mondiale commençait. Entre 1998 et 1999 six des douze plus grandes fusions d'entreprises, totalisant 465,3 milliards de dollars, ont concerné des firmes liées à *Internet*. *Microsoft* a capitalisé 471 milliards de dollars en 1999, *Intel* 285, *Lucent* 211, *Yahoo* 188, *AO* 164, [...]; en mars de cette même année, le capital de *Cisco* a atteint la somme monstrueuse [...] de 555 milliards de dollars [...].

Ce gigantisme n'a duré que quelques mois. [... *Les valeurs de la net-économie se sont effondrées*]. En juin 2002, les optimistes calculaient que mille milliards de dollars s'étaient déjà évaporés en spéculations *nasdaq*; les pessimistes (comme *Scientific American* dans son numéro de mai) portaient cette somme déjà astronomique à quatre mille milliards de dollars... Ces chiffres tellement hors du commun avalisent l'hypothèse selon laquelle le prochain *Sommet* de Genève aurait pour objectif, [... *entre autres*.] d'aider ce secteur à refaire surface.

Si la spéculation *Internet* a été un cocktail à l'américaine de mythomanie et d'hégémonisme, sa jumelle de la téléphonie est née de la pire des cupidités européennes.

L'*Internet* que nous connaissons n'existerait évidemment pas sans le *boom* des télécommunications. En 1990 il y avait dans le monde 530 millions de téléphones (fixes et mobiles confondus); [...] nous approchons aujourd'hui les deux milliards. [...] Les Européens, avec leur standard numérique *GMS*, plus performant que les standards américains, s'octroient les marchés du sans fil en Asie, en Australie et en Amérique latine. Les cours des actions de *Nokia*, *Ericsson*, *Alcatel* et *Siemens* s'envolent. [...]

En 1997, l'industrie du *hardware* téléphonique, principalement européenne, et qui à l'époque produit la bagatelle de 550 millions d'appareils par an [...] se trouve face à des marchés saturés, de pur remplacement. Il devient alors urgent d'inventer une nouvelle technologie capable de les relancer, [...] un *Universal Mobile Telecommunications System*, *UMTS*, susceptible [... d']assurer [à l'Europe] une supériorité sans faille sur plusieurs années dans le domaine du multimédia nomade [...]. Le lobby *Nokia/Ericsson* obtient de Bruxelles que les quinze pays de l'Union mettent aux enchères des concessions nationales d'*UMTS*, comme si sa commercialisation était imminente. Deux pays vertueux, la Suède et la Finlande, les octroient gracieusement. Les gouvernements des autres pays, plus avides et flairant la bonne affaire, profitent de l'occasion en concédant l'usage des fréquences *UMTS* à des prix vertigineux. La somme délirante de *trois cent quatorze milliards de dollars* est mise sur la table pour s'assurer des licences dites de troisième génération, et cela dans des pays parmi les plus saturés au monde en téléphonie. [...]

À quelques mois de distance, l'Europe reproduisait la crise américaine, ajoutant à ses déboires dans les "nouvelles technologies" ceux de l'*UMTS*. Des centaines d'entreprises en faillite, *Nokia* décapitalisée à hauteur de 60 %, *France Telecom* de 72 %, *Deutsche Telekom* de 75 %, *Ericsson* affichant des pertes de presque deux milliards de dollars... Un scandale et des banqueroutes sur lesquels un silence embarrassé est vite tombé. [...] *France Telecom* [...] annonce en juin 2002 des pertes proches de 70 milliards d'euros...

Que s'est-il passé au juste dans la partie européenne de la "*société de l'information*" ? Un *Tribunal Économique International* aujourd'hui hypothétique mais combien nécessaire, avec pouvoir de sanctionner les grands délits économiques contre l'humanité, aurait certainement condamné cette fuite en avant frauduleuse. En effet, ce que les Scandinaves ont vendu en 1999 à la Communauté Européenne, la Communauté à ses quinze États membres et enfin les États aux opérateurs, c'était... de la fumée, une technologie *UMTS* purement théorique, peut-être mi-opérationnelle en 2004, plus probablement en 2008, et de plus sans marché assuré (le bon sens indique que le véritable *Internet*, celui où nous consultons en pleine page l'*Encyclopédie Britannique* ou *Le Monde*, ne passera jamais sur le micro-écran d'un portable). [...]

Il y a quelques années à peine, on pronostiquait qu'une heure de conversation téléphonique Europe/USA ne coûterait bientôt plus qu'un dollar, et que l'usage des câbles sous-marins par les grands opérateurs reviendrait à un dix-millième de dollar l'heure. Inutile de rêver, tout comme leurs collègues d'*Internet*, les opérateurs téléphoniques essaient maintenant de récupérer coûte que coûte les centaines de milliards perdus. [...] Les énormes intérêts en jeu ont décidé, de toute évidence, que la "multimédialité" pouvait attendre, que les PC avec téléphonie vocale incorporée devaient mystérieusement disparaître des marchés [...].

Adieu donc le téléphone bon marché ! **Nous et nos enfants aurons à combler les pertes des deux spéculations les plus gigantesques de l'histoire de l'économie, et si nous sommes du tiers monde [...], à un prix plus élevé que dans les pays du Nord, que nous finissons toujours par financer** [*c'est nous qui soulignons*] [...] le Venezuela, l'Argentine et le Mexique ont la téléphonie internationale la plus chère du monde, plus-values qui vont désormais dans les poches des multinationales propriétaires des réseaux locaux). [...]

La téléphonie mobile a supplanté la téléphonie câblée, mais cette croissance s'est essentiellement traduite par la saturation des zones déjà équipées et peuplées de consommateurs solvables, laissant les favelas et barrios du monde entier dans une situation inchangée depuis des décennies ; **les tarifs sont restés scandaleusement cartelés et élevés dans les pays du Sud qui continuent de financer la croissance des multinationales**, qui disposent ainsi d'un *cash-flow* impressionnant leur permettant de s'acheter l'une l'autre. [...]

La "*société de l'information*" est très mal partie. [...] Des bulles spéculatives géantes du genre *Internet*, des agissements franchement malhonnêtes du type *UMTS*, des faillites frauduleuses et hyper-corrumpues modèle *Enron* ou *Global Crossing*, de sérieux conflits de compétence type Berlusconi avec abus flagrant de position dominante, des concentrations colossales et anti-pluralistes dans les domaines de la production, de l'émission et de l'espionnage des messages, etc. laissent planer des doutes tout à fait légitimes sur les chances qu'aura la "société de l'information" de devenir une vraie société, démocratique et plurielle.

En revanche, tout cela nous pousse à penser sérieusement la nécessité d'une sorte de *Tribunal International de l'Information et de la Communication* susceptible de juger les délits économiques et les atteintes au pluralisme et à la vie privée, qui ne manqueraient pas de se reproduire à l'avenir dans ce domaine. Voilà une idée de celles qui n'aboutissent qu'en dix ou vingt ans. [...] Platon disait que la Justice pourrait bien être une invention des pauvres pour se défendre des riches. Qui sait ? Dans les faits, nous devons exiger de la globalisation qu'elle globalise également le pouvoir judiciaire, pour que personne ne puisse plus commettre d'injustices à l'échelle planétaire et obtenir ensuite d'être jugé par les seuls tribunaux de son propre pays. (**Antonio PASQUALI**, ancien sous-directeur général de l'UNESCO. www.movimientos.org/foro_comunicacion. Texte intégral dans *La Lettre de CSDPTT* n° 84).

[Nous publions ce long extrait pour plusieurs raisons : signaler les enjeux considérables du Sommet mondial de l'Information ; montrer l'ampleur des prédatations possibles dans un secteur central des activités humaines ; rappeler que, lorsqu'un mécanisme inique est mis en place, les plus démunis sont en première ligne ; suggérer cependant que, s'agissant de biens publics mondiaux, les intérêts des citoyens du Nord et du Sud sont convergents face aux cartels et aux monopoles, aux fraudeurs et aux escrocs. On a par exemple appris ces jours-ci que le taux de profit de *Microsoft* sur son produit vedette *Windows* était en 1999 de 86 % !]

« Certains préconisent, peut-être avec de bonnes raisons, un Tribunal qui se prononcerait sur la **légitimité de la dette**. Si une dette a été contractée par un dictateur qui a utilisé l'argent pour acheter des armes, le Tribunal pourrait déclarer la dette "illégitime". La nécessité d'un Tribunal international des faillites, défendue par des gens comme Jeff Sachs ou Jubilee 2000, doit être débattue par la communauté internationale. Si le Fonds reste en retrait, c'est simplement parce que la question est très politique. ». (**TOM DAWSON**, porte-parole du FMI, interview à *Marchés tropicaux*, 25/10/2002).

[Non seulement le FMI ne trouve plus idiote la question de l'« illégitimité » de la dette détournée de son objet par les dictateurs – conformément à une jurisprudence traditionnelle, jadis soutenue par les États-Unis (cf. Lire, in Billets n° 99) – mais il estime que la communauté internationale « doit » en débattre. L'interview comporte quelques autres signes de glissement idéologique. Ainsi, selon son porte-parole, « le Fonds est conscient, croyez-le [sic], qu'il y a des secteurs où une libéralisation n'aurait pas de sens, car elle signifierait une substitution des importations à l'industrie locale. »].

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Le Point, *Chirac et les francs-maçons*, 08/11/2002 (Sophie COIGNARD) : « Le président a toujours aimé entretenir un flou de coquette sur ses accointances maçonniques. Dans Les frères invisibles, deux journalistes, Ghislaine Ottenheimer et Renaud Lecadre, affirmaient que Jacques Chirac aurait été initié dans une obédience suisse très élitiste, la Grande Loge Alpina. Le "no comment" de l'Élysée s'est accompagné de la rétractation des dignitaires francs-maçons qui avaient informé les auteurs. Le sujet serait trop sensible et, ajoute l'un d'eux au *Point*, "ce sont de toute façon des réunions très informelles, une fois par an, dans une ambiance amicale et de très haut niveau". »

[L'on admirera le doigté de la journaliste sur ce « sujet trop sensible ». Au point de conduire des dignitaires, courageux mais pas téméraires, à se rétracter... tout en confirmant. Car aux plus hauts grades de la franc-maçonnerie, il ne s'agit plus, pour beaucoup, de perdre son temps dans des assemblées rituelles hebdomadaires ou mensuelles : il s'agit bien plutôt de « réunions très informelles, une fois par an, dans une ambiance amicale et de très haut niveau ». Dans les obédiences très élitistes, le niveau est tel que cela pourrait ressembler à des réunions de "maîtres du monde", ou de ses sous-ensembles – sans l'affichage vulgaire de Davos. Et bien sûr tout y est mêlé : politique, économie, finance, médias, enjeux militaires et judiciaires, cooptations, etc.]

Nous avons eu pour notre part une confirmation indépendante de l'appartenance de Jacques Chirac à Alpina, sœur aînée de la Grande Loge Nationale Française (GLNF), matrice de l'actuelle Françafrique. Sylvie Coignard indique que le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, appartient à la GLNF : « C'était le début du Futuroscope, et tous ses promoteurs ou presque appartenaient au grand réseau. » Lequel collectionne aussi les pertes abyssales (dans la banque, les assurances, l'armement, etc.) : soit une partie des recettes sert des objectifs parallèles autoproclamés, soit la capacité de faire obstacle aux contrôles exaspère les tentations.

Sophie Coignard précise encore qu'Alain Juppé et Dominique de Villepin se montrent hostiles aux systèmes de promotion maçonnique.

Le sujet est sensible parce qu'un tel mélange de secret et de puissance est profondément malsain, anti-républicain. Du coup le secret se renforce, en un cercle vicieux qui ne cesse d'éloigner les hauts grades de l'idéal humaniste enseigné aux premiers degrés.]

République souterraine

Le Point, *Frégates de Taiwan. Les morts mystérieuses*, 11/10/2002 (Christophe DELOIRE) : « Une vague d'étranges décès a décimé les protagonistes [de l'affaire des "frégates de Taiwan", ou "opération Bravo", à l'origine de l'affaire Elf]. Ces trépas de témoins de l'opération Bravo aiguissent la curiosité [... des juges] Renaud Van Ruymbeke et Dominique de Talancé. [...]

Retour sur des tragédies. Le 4 juin 2001, Jacques Morisson, négociateur des aspects techniques de Bravo, s'écrase dans la cour de son immeuble de Neuilly. L'enquête établit que cet ancien capitaine de vaisseau de 66 ans, résident du deuxième étage, est tombé du cinquième par la fenêtre de l'escalier de service. [...] La police des Hauts-de-Seine conclut que l'ex-négociateur de [...] Thomson-CSF s'est suicidé. [...] Morisson avait signalé à son entourage être "le dernier survivant de l'équipe". [...] Il aurait été terrorisé, [...] menacé de mort, au point de vouloir changer de nom [...].

[Un] agent secret [...] a fréquenté les couloirs des frégates, [...] Thierry Imbot. Le 10 octobre 2000, cet homme de 48 ans a chuté du quatrième étage, au 18 de la rue Jean-Goujon [...]. Un locataire a trouvé son corps gisant au milieu de la cour de l'immeuble, un peu décalé par rapport à la fenêtre de son appartement. [...] Le crâne était situé à 4,95 mètres de la base du mur. [...] De l'avis général, l'espion ne s'est pas suicidé. Père de six enfants, marié à une directrice de production de CNN, correspondante à la Maison-Blanche, Susan Toffler, Imbot attendait l'arrivée imminente de son épouse, en congé sabbatique. [...]

Thierry Imbot avait une longue carrière d'agent secret derrière lui. Fils de général, il était devenu officier de la DGSE en 1979. [...] Il est passé par] Taiwan, [...] la Banque de Paris et des Pays-Bas, [...] un camp d'entraînement [en Chine] du commandant afghan Massoud, [...] Pékin, [...] Washington, [...] de nouveau] Taiwan.

[...] "missionnaire" de la DGSE.] Thierry Imbot refait sa vie professionnelle dans une société informatique de Washington liée aux services de renseignement français, puis se lance dans les activités commerciales avec l'Afrique. Il fait même office de consultant pour le marchand d'armes Pierre Falcone. [...] Imbot reste en contact avec la DGSE, où son officier traitant n'est autre qu'un magistrat détaché au ministère de la Défense, [...] récemment soupçonné d'avoir diligenté des enquêtes au Japon pouvant nuire à Jacques Chirac. [...]

René Imbot assure que son fils a été envoyé à Taiwan pour suivre de près le dossier des ventes d'armes : "Il savait tout et il tenait la DGSE informée [...]" Le général à la retraite raconte que son fils a évoqué devant lui des commissions grâce auxquelles des "fortunes colossales" se seraient constituées à Taiwan et en France. [...]

Christine Deviers-Joncour explique au juge Van Ruymbeke qu'elle avait pris contact avec [Thierry] Imbot pour échanger des considérations sur l'affaire [au sujet de laquelle elle a publié un livre]. Après la mort d'Imbot, l'homme qui les avait mis en relation, Marcel L., haut gradé de la Grande Loge Nationale Française, aurait rappelé l'ancienne amie d'Alfred Sirven en lui disant : "Ils l'ont tué". [Selon] un autre ami d'Imbot, Alexandre Adler, [...] journaliste historien, [...] ses sources dans les milieux du renseignement de Chine populaire lui ont parlé d'un assassinat "avec main d'œuvre chinoise et commandite française".

Imbot avait raconté à Alexandre Adler qu'il connaissait l'identité d'un gangster yakusa, surnommé "le loup blanc", ayant assassiné le capitaine taiwanais Yin Ching-feng, premier des "cadavres exquis" des frégates. [...] Les autorités taiwanaises [de l'époque ont détruit...] "tous les indices" [autour de la mort de Yin, qui disposait d'un dossier accusant certains chefs de l'armée...]. En mai 2002, la veuve de Yin, Lee Mai-kuei, [...] est arrivée à Paris [...] pour pousser par surprise la porte du juge Van Ruymbeke. [...] Elle] a narré que son mari avait eu le tort de critiquer les défauts des frégates et de s'opposer à leur achat. [...] Présent] à l'ultime rendez-vous de Yin avec des officiers, le jour de sa mort, le représentant régional de Thomson, Jean-Claude Albessard, [...] est décédé à Tokyo en mars 2000. »

[L'on devait déjà à Christophe Deloire une remarquable enquête sur les Templiers et les Rose-Croix, et leurs dimensions barbouzardes (Le Point, 01/09/1999). Cette nouvelle enquête expose une "tranche de vie" d'une mafio-barbouzerie mondialisée, dont les solidarités initiatiques (beaucoup des acteurs cités ici sont membres de la GLNF ou d'obédiences apparentées) n'empêchent pas les déchirements sanglants. La défenestration, c'est plus sophistiqué que le tireur à moto, mais cela relève aussi d'un code.

Cité au passage, Pierre Falcone (GLNF) ne prélevait pas seulement des milliards sur l'Afrique : il opérait aussi en Chine. Thierry Imbot (GLNF) n'était pas qu'un spécialiste de l'Extrême-Orient : il était aussi dans une embrouille financière avec Denis Sassou Nguesso (GLNF). Le « journaliste historien » chiraquien Alexandre Adler n'écrit pas seulement des énormités sur l'Afrique, se montrant très indulgent pour ses frères tyrans : il est branché sur les Services chinois.

Notons encore le "pseudo-départ" de la DGSE de Thierry Imbot (un classique), et la proximité de cet officier de renseignement avec Washington, centre de gravité de la franc-maçonnerie de Régime Écossais Rectifié (auquel se rattache la GLNF).

Il y a eu tant de Français assassinés dans cette affaire des frégates, de manière si provocante (le fils d'un ancien patron de la DGSE) et sans suite judiciaire, que l'on ne peut d'empêcher de penser à un enjeu plus important que le seul partage de rétro-commissions.]

Mondialisation

L'Expansion, *L'or noir en garde à vue*, 11/2002 (Jean-Luc BARBERI et Gilles FONTAINE) : « L'administration Bush a décidé d'activer la coopération [pétrolière] avec la Russie. Depuis deux ans, le président Vladimir Poutine se répandait dans les capitales européennes et aux États-Unis sur les avantages du pétrole russe, plus stable, plus sûr que celui du Moyen-Orient. Depuis le début de l'année, la Russie a retrouvé son rang de premier producteur mondial [...] avec quelques grandes compagnies privées comme Loukoil et Ioukos. En juillet dernier, Mikhaïl Khodorkovski, jeune patron de Ioukos aux allures de play-boy, a posé les jalons d'une nouvelle route du pétrole en envoyant aux États-Unis deux supertankers chargés de brut, via la mer Noire, puis la Méditerranée. [...] L'opération reste profitable si le baril ne descend pas sous les 19 dollars. De leur côté, les Américains ont commencé à investir massivement en Russie. Le géant Exxon-Mobil a ainsi engagé plus de 12 milliards de dollars dans le projet de forage offshore Sakhalin 1. [...]

Au début du mois d'octobre, les deux camps se sont rencontrés à Houston pour formaliser leurs accords. [...] Khodorkovski et ses amis sont repartis avec un engagement symbolique : la livraison de 300 000 barils sur les 585 millions que compte la réserve stratégique américaine. Et les nouveaux tsars du pétrole ont de vastes ambitions. Ils veulent se rendre indispensables dans cette partie du globe en contrôlant le transport de brut et de gaz en provenance de la mer Caspienne. »

[Khodorkovski, grand ami d'Arcadi Gaydamak, dirigeait la banque Menatep soupçonnée d'avoir joué un rôle-clé dans la volatilité de 10 milliards de dollars du FMI. Il s'est reconverti dans le pétrole. Les Américains ne lui ont pas tenu rigueur de ses acrobaties financières puisque Henry Kissinger himself est entré au Conseil de sa Fondation pour une Russie ouverte...]

Après la rencontre de Houston, Poutine sait qu'il a les mains libres en Tchétchénie – point de passage du pipeline Caspienne-Mer Noire. Bush le laissera combattre les « terroristes ». L'Europe ne s'offusque guère davantage d'une guerre coloniale constellée de crimes contre l'humanité. Selon le cinéaste Romain Goupil, « La Russie y utilise toutes les horreurs que le siècle a inventées pour anéantir les peuples – orgues de Staline, bombes à fragmentation de la guerre du Vietnam, bombes à l'uranium appauvri de la guerre du Golfe. En plus, elle a mis au point trois inventions : les camps de filtration, où les officiers tiennent des registres comptables des prisonniers qu'ils vont pouvoir revendre à leurs familles, morts ou vivants ; les "fagots humains", pour ceux qui n'ont pas pu être vendus : on ficèle quelques hommes, des femmes et des enfants, et on les fait exploser à la grenade, pour que la famille ne puisse même pas inhumer leurs corps ; et puis les "fosses aux loups", trous creusés où l'on enferme des Tchétchènes en attendant de les monnayer. » (Le Monde, 13/11/2002)

André Glucksman a aussi quelques paroles fortes : « Poutine joue les pompiers pyromanes, son antiterrorisme prétendu alimente les vocations kamikazes, il risque de creuser sa tombe et la nôtre. [...] Le Kremlin achète des Airbus, caresse la zone euro, propose d'abriter des déchets nucléaires, fait miroiter son pétrole et son gaz : laissez-le donc assassiner en rond. [...] Que l'Europe parle et elle sauve sa crédibilité, son âme, son projet [...]. Notre monde, du jour au lendemain, par tranches ou en bloc, risque de tomber dans une cuvette poutinienne ». Rappelons que Poutine a promis de « buter [les Tchétchènes] jusque dans les chiottes ».

Le Monde du 17 novembre publie une remarquable enquête de Sophie Shihab, qui montre que les attentats de 1999 en Russie (300 morts et des milliers de blessés) ont été organisés par le FSB (ex-KGB) dans le contexte du remplacement d'Eltsine par Poutine. À la télévision, le premier dit du second : « Cet homme, c'est la solution finale du problème tchétchène. » La série d'attentats de 1999 a été imputée aux Tchétchènes. Elle a servi, avec quelques autres manœuvres, à relancer la guerre dans cette contrée. Alors, qui sont les premiers « terroristes » ?]

Diplomatie judiciaire, *Israël veut limiter les prérogatives de la CPI*, 11/11/2002 : « Israël propose de mettre en place une conférence réunissant les juristes de différents pays opposés aux prérogatives actuelles de la Cour pénale internationale, rapporte l'AFP. Adoptée par le gouvernement, cette initiative devrait rassembler des juristes des États-Unis, de la Russie et de la Chine notamment, ces "trois pays considérant qu'il faut réduire les prérogatives" de la Cour, selon le ministre israélien des Affaires étrangères Benjamin Netanyahu. Le ministre a clairement pointé les risques que présentait la Cour pour les soldats de Tsahal. »

[La démarche ressemble étrangement à celle choisie 55 ans plus tôt par plusieurs grandes puissances, dépêchant leurs meilleurs juristes au bord du lac Léman pour rendre inapplicables la Convention de Genève contre le génocide – négociée dans l'émotion du « Plus jamais ça ! », après la Shoah. Il est extraordinaire qu'Israël prenne la tête des saboteurs de la CPI, premier instrument international de sanction du génocide et des crimes contre l'humanité.]

La Tribune, *La convention anticorruption pourrait être étendue*, 29/10/2002 (Pascal JUNGHANS) : « Certains cercles patronaux européens suivent avec attention la discussion, en cours à Vienne, dans le cadre de l'ONU et de son très discret Centre for International Crime Prevention [...]. Ces discussions, entreprises depuis janvier 2002, visent à établir une "Convention des Nations unies contre la corruption". Laquelle élargirait au monde entier la convention OCDE contre la corruption adoptée en 1977. [...]

Les agents publics sont d'abord concernés [...]. La CICP s'attache aussi à combattre la corruption dans le monde politique. [...] Un État ne pourra plus invoquer le secret bancaire pour refuser d'en aider un autre. Le texte établit aussi une batterie de moyens à mettre en œuvre. La corruption, le trafic d'influence, l'enrichissement illicite et le délit d'initié relèveront de sanctions pénales, avec aggravation des peines lorsque l'acte est commis en bande organisée. [...]

Les discussions de Vienne lancent une mécanique à long terme. Une fois le texte achevé, restera à le voter à l'ONU. Et surtout, il reviendra aux Parlements nationaux de décider de transposer les mesures dans leur droit interne. C'est possible, comme le montre l'histoire de la convention OCDE. Lorsqu'elle a été adoptée, nul n'y a prêté attention. Elle n'était qu'un texte parmi d'autres.

Mais, peu à peu, ce texte a rencontré l'état d'esprit régnant dans l'opinion publique internationale, via de puissantes ONG. Sous cette contrainte, les pays occidentaux l'ont transposée dans leur arsenal légal. La naissance de règles de droit dans des institutions sans pouvoir, connue sous le nom de *soft law*, la loi molle, et leur passage dans le droit écrit, ou *hard law*, commence seulement à être étudiée en France dans de discrètes instances. La convention ONU en est une illustration. »

[Un processus remarquable. Que sont, par exemple, les pratiques néo-coloniales de pillage plus ou moins délégué, sinon des crimes économiques « commis en bande organisée » ?]

Philippe Marchesin, *Les nouvelles menaces. Les relations Nord-Sud des années 1980 à nos jours*, Karthala, 2001, 254 p.

Une diffusion défailante a fait que cet ouvrage nous avait échappé. Pourtant, il s'agit sur la question Nord-Sud d'une synthèse politique sans guère d'équivalent en langue française. Une synthèse accessible sur un sujet aussi immense, en 235 pages sans les annexes : on imagine le travail. Une synthèse forte. L'auteur, professeur de science politique, est parti d'une question simple : pourquoi la question Nord-Sud, si pertinente et décisive (une « contradiction principale » diraient les marxistes), connaît-elle un traitement aussi cyclothymique ? C'est sans doute que l'on n'ose pas regarder en face toutes les dimensions, parfois abyssales, du déséquilibre. Alors, tantôt on les occulte, tantôt on les parfume à l'eau de rose, tantôt on est pétrifié par l'ampleur des "menaces". Oui, il y a menaces sur le désordre établi. Mais le parti pris de Marchesin, contrairement à ce que pourrait laisser penser un titre "accrocheur" (choisi comme trop souvent par l'éditeur), est d'inventorier calmement l'ensemble du problème, sans anesthésie ni excès d'alarmisme. Il va falloir faire avec ce problème, le plus humainement possible. Alors, un bon diagnostic, ça ne fait pas de mal.

International Crisis Group (ICG), *Fin de transition au Rwanda. Une libéralisation politique nécessaire*, 13/11/2002, 26 p. plus les annexes

Encore une bonne synthèse (l'ICG en est familier) sur une question éminemment délicate : quel système politique pour le Rwanda d'après le génocide, après 8 ans de "transition" sous la tutelle du Front patriotique rwandais (FPR) ? Assez équilibrée, l'approche ne satisfera pas les revanchards, qui n'ont jamais admis avoir été délogés du pouvoir par un cataclysme humain ; elle ne satisfait pas non plus le FPR, critiqué pour son verrouillage croissant de l'espace politique. Le gouvernement de Kigali va même jusqu'à dénoncer « la campagne anti-rwandaise de l'ICG », dont deux responsables serviraient « d'agents au gouvernement français ». Sans être complètement naïf (l'ICG n'écrit pas dans un monde aseptisé), il est clair qu'un rapport écrit sous influence de la Françafrique aurait un autre référentiel.

La réaction rwandaise participe d'une attitude qui est le fond du problème : dénigrer, stigmatiser toute expression critique, même régulée (l'ICG insiste sur la nécessité d'une régulation), et donc fermer le jeu démocratique. L'ICG a-t-elle eu tort de poser ce problème et de suggérer, pour le résoudre, un instrument capable de « fixer des règles équitables pour la compétition politique » ?

Arnaud LABROUSSE et François-Xavier VERSCHAVE

Les pillards de la forêt

Exploitations criminelles en Afrique

Dossier noir n° 17 d'Agir ici et Survie

Agone, 2002, 187 p., 8 € franco à Survie

Le saccage des forêts primaires d'Afrique centrale est infiniment plus rapide et radical que ne l'avouent les discours officiels, concertés, des gouvernements africains et de leurs "bailleurs de fonds" occidentaux. Titillés par les mouvements écologistes, les seconds ont fait adopter aux premiers des réglementations politiquement correctes. Souvent impeccables, elles sont censées protéger l'écosystème et la biodiversité, garantir le « développement durable ». Le résultat est exactement inverse.

Ce renversement ne surprendra pas nos lecteurs, auxquels le double langage de la Françafrique est devenu familier. Il s'aggrave avec la montée exponentielle de la criminalité financière mondialisée. La destruction sans frein des forêts primaires est l'un des effets virulents d'une permissivité accrue, celle de diviser et conquérir le monde, de l'allotir en parts de butin. Les paradis fiscaux permettent de contourner toutes les règles, leur argent sale achète en nombre croissant ceux qui sont chargés de faire appliquer la loi, il peut servir à menacer ou châtier les récalcitrants, déclencher des coups d'État ou des guerres civiles pour installer un pouvoir "compréhensif".

Agir ici et Survie proposent dans ce nouveau "Dossier noir" plusieurs études de cas assez décoiffantes. Arnaud Labrousse (un pseudonyme, on l'aura compris) est ce chercheur indépendant dont les enquêtes au Cameroun aboutirent à la publication d'un précédent Dossier, *Le silence de la forêt*. Il a poursuivi et approfondi ses recherches sur les implications françaises, dans le détail du foisonnement français : ce terreau corrompu et corrompu "pourrit" aussi l'un des patrimoines les plus précieux de l'humanité, les forêts primaires subtropicales.

L'empire corsesafricain des jeux côtoie curieusement l'empire forestier des Rougier. Interwood, la parisienne, adore le bois des pays en guerre civile, ce qui "aide" la France à ménager le seigneur de la guerre libérien Charles Taylor. L'ancien ministre de la Coopération Jacques Godfrain se reconvertit dans les transports spéciaux, avec le concours d'un général français jadis très impliqué au Rwanda. Un autre général français s'intéresse à la forêt congolaise. La Libye aussi. Du bois apatride transite par le Cameroun, grâce à Bolloré...

François-Xavier Verschave s'est efforcé de guider le lecteur dans l'entrelacs des connexions mises à jour par l'investigateur courageux. Les Africains lésés et spoliés par un tel saccage, les citoyens du monde scandalisés par ce gâchis mafieux, identifieront mieux ce qu'il s'agit de combattre.

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins

Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Décembre 2002 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 16 € (Étranger: 21 €)

Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@wanadoo.fr